

Burundi/Elections : Les forces de l'ordre appelées à être neutres

PANA, 26/01/2010 Bujumbura, Burundi - Le ministre burundais de l'Intérieur, Alain Guillaume Bunyoni, a appelé, mardi, à la "stricte neutralité" les corps de défense et de sécurité pour favoriser le bon déroulement des secondes élections générales post-conflit de 2010. L'appel a été lancé lors de l'ouverture d'une session de formation de hauts cadres de la Police nationale appelés à jouer un rôle de premier plan dans la sécurisation des élections générales qui commenceront par les communales dès le mois de mai prochain.

Le ministre a motivé son appel par le fait que le régime en place au Burundi ne veut pas répéter l'expérience passée des corps de défense et de sécurité travaillant pour des "intérêts partisans". "Ce temps est révolu et notre devise est l'impartialité, l'abnégation et le patriotisme", a-t-il souligné en substance. Lors des précédentes élections de 2005, les Nations unies avaient encore sur place au Burundi plus de 5.600 casques bleus qui ont plié bagages une année après l'investiture du président actuel. Les élections générales de 2010 devraient être l'affaire exclusive des forces de Police nationale qui ont déjà du grain à moudre sur le terrain. La Police a bataillé dur, dimanche dernier à Kirundo, une province du nord du Burundi, pour mettre fin aux violents affrontements physiques entre de jeunes militants et sympathisants du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) et ceux des Forces nationales de libération (FNL, opposition à peine sortie du maquis). Les affrontements auraient fait, de part et d'autre, au moins quatre blessés graves aujourd'hui encore à l'hôpital, selon le député de l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique), Jean-Baptiste Manwangari, originaire de la région. L'attention de l'opinion s'est retournée contre le porte-parole de la Police nationale, Chanel Ntarabaganyi, pour avoir réduit à du "sport de jeunes" les violents échanges de jet de pierres entre militants rivaux de partis politiques.